

XS: H-A, Joe, Jack, Gus, G/C

Paris, le 12 avril 1978

APR 18 1978

Cher Gus,

Je t'envoie ci-jointe une copie du courrier que nous avons envoyé à l'OST (Costa-Rica) et qui concerne le même article sur la France publié dans "Que hacer ?" au sujet duquel tu leur avais écrit.

Confirme à Joe, s'il te plait, que tout est en ordre maintenant en ce qui concerne l'envoi de "Rouge".

Amicalement

Robb

Robb

APR 18 1978

Paris, le 12 avril 1978

Camarades,

Vous trouverez ci-jointe la lettre de notre Bureau politique concernant la publication d'un article sur la France dans votre journal, "Que hacer ?".

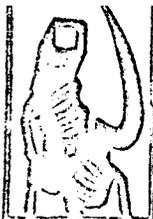
J'ai appris par Joe Hansen que vous ne receviez toujours pas notre quotidien. Je croyais pourtant l'affaire réglée depuis la venue de J-P Riel à Paris en janvier dernier. Vérification faite, il y a eu confusion. Deux exemplaires étaient en effet envoyés à l'adresse du PRT, alors que nous avions convenu d'en adresser un à chacune de vos deux organisations. Je pense que tout est en ordre maintenant.

Faites-nous savoir si le journal ne vous parvient pas régulièrement.

Salutations trotskystes

pour le Bureau politique de la LCR

Robs



LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
section française de la 4^e Internationale

2, rue Richard Lenoir 93 100 MONTREUIL (France)

Bureau politique de l'Organisation socialiste des travailleurs
(Costa Rica)

Camrades,

Nous avons pris connaissance récemment de l'article que vous avez publié dans le n° 17 de votre journal, "Que hacer ?", en date du mois de janvier 78, au sujet de la situation en France à la veille des élections.

Dans le cadre de cet article d'une page, vous présentez une analyse forcément rapide de la situation créée par la rupture de l'Union de la gauche au mois de septembre dernier. Le contenu général de la première partie de l'article ne se différencie pas substantiellement de nos propres analyses, même si certains points sont plus que discutables. Mentionnons seulement à titre d'exemple deux affirmations se rapportant à un parallèle que vous faites entre l'Union de la gauche et le Front populaire de 1936. Il n'est pas juste de dire que "le Front populaire (était) formé exactement par les mêmes partis (socialistes-communistes-radicaux)". En effet, si c'est formellement vrai en ce qui concerne le parti communiste et le parti socialiste, encore que ces deux partis aient connu de très profondes transformations tout au long de ces quarante années, c'est faux en ce qui concerne les radicaux. Le parti radical représentait en 36 le principal parti de la bourgeoisie, alors que le Mouvement des radicaux de gauche, un des courants issus de la décomposition du parti radical, n'est qu'une force politique bourgeoise très marginale qui compte à peine dix élus au Parlement sur un total de 491 députés.

Vous affirmez aussi un peu rapidement que "la victoire électorale de l'Union de la gauche serait le point de départ d'une vague de luttes ouvrières irrésistibles". Incontestablement, une telle victoire électorale aurait encouragé les travailleurs à se mobiliser pour la satisfaction immédiate de leurs revendications et aurait rendu difficile l'application immédiate d'un "plan d'austérité de gauche" par un gouvernement composé majoritairement de ministres du PC et du PS. Mais pronostiquer dans cette hypothèse une vague de luttes ouvrières "irrésistibles", c'est sous-estimer la capacité de contrôle des directions réformistes du PC et du PS sur la classe ouvrière, dans une situation qui ne peut pas être sérieusement caractérisée comme pré-révolutionnaire. Il est peu probable que la victoire électorale de l'Union de la gauche aurait suffi à précipiter une crise révolutionnaire.

Mais là n'est pas l'essentiel. En effet, la dernière partie de votre article, le paragraphe intitulé "La politique révolutionnaire de l'OCI" qui éclaire le titre général de l'article "France : une politique révolutionnaire face au divisionnisme", nous paraît totalement inacceptable.

Vous passez complètement sous silence le caractère clairement opportuniste de la campagne menée par l'OCI pour le désistement sans condition du PC au second tour, campagne qui n'a pu être perçue par les travailleurs que comme un aval donné par l'OCI à la direction du PS dans ses affrontements bureaucratiques avec celle du PC, et en aucun cas comme une claire bataille pour l'unité de la classe ouvrière. L'aspect le plus frappant de cet alignement opportuniste tient sans doute à la sourdine que l'OCI a mise soudain sur la question de la rupture des partis ouvriers avec les radicaux de gauche partenaires privilégiés du PS au sein de l'Union de la gauche.

La décision de l'OCI de ne pas présenter de candidats au premier tour, contrairement à ce qu'elle avait fait lors des précédentes élections législatives, et son refus d'appeler à voter pour les candidats de la LCR ne font qu'aggraver cette politique.

Nous pensons quant à nous qu'il était possible et nécessaire dans la situation créée par l'éclatement de l'Union de la gauche à la veille des élections, d'apporter une réponse claire : il fallait dénoncer également le PC et le PS pour leur politique de division et de collaboration de classe, offrir une perspective aux profondes aspirations des travailleurs à l'unité pour en finir avec le régime, faire échec à toute austérité "de droite comme de gauche", et au-delà des élections se mobiliser pour faire triompher leurs revendications et ouvrir la voie au socialisme.

C'est cette politique qu'ont défendue les 150 candidats que nous avons présentés ; c'est cette politique que nous avons défendue inlassablement dans les colonnes de notre quotidien, dans nos meetings, à la télévision. Nous pensons que c'était la politique "révolutionnaire active et audacieuse" que réclamait la situation.

Votre article est d'autant plus surprenant que le soutien qu'il apporte à la campagne de l'OCI en France apparaît comme contradictoire avec les critiques que votre organisation adresse à l'autre organisation sympathisante de la IV^e Internationale au Costa-Rica, le PRT. Vous reprochez, en effet, au PRT de n'avoir pas présenté de candidats, de n'avoir pas fait campagne sur son programme, d'avoir appelé à voter pour les candidats du PC et non pas pour ceux que vous avez présentés lors des récentes élections dans votre pays.

Par ailleurs, nous estimons inacceptable qu'une organisation comme la votre qui se réclame de la IV^e Internationale puisse présenter dans son journal une analyse de la situation en France sans même exposer l'orientation de la section française de la IV^e Internationale, pourtant engagée dans une campagne active ; inacceptable encore qu'elle condamne de fait la politique menée par la LCR, en affirmant que seule l'OCI a su apporter une réponse révolutionnaire à la situation créée par l'éclatement de l'Union de la gauche.

C'est pourquoi nous vous demandons de présenter lors d'un prochain article dans votre journal la politique que nous avons suivie et qui est synthétisée dans la résolution de notre Bureau politique publiée dans "Rouge" du mercredi 5 avril et que nous joignons à cette lettre.

Nous vous demandons également de porter à la connaissance de vos militants les analyses critiques que nous avons faites de la politique de l'OCI.

En l'attente de votre réponse,

Salutations trotskystes

le Bureau politique de la Ligue communiste
révolutionnaire (section française de la
IV^e Internationale)

cc : Secrétariat unifié
Gus Horowitz (SWP-USA)